

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV OUEST (Ecopôle)
Rue de l'Île aux Moutons
ZIP de Cheviré
44100 NANTES**

Références : N3-2024-390 - RAPPORT

Code AIOT : 0006310802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2024 dans l'établissement SUEZ RV OUEST implanté Rue de l'Île aux Moutons ZIP de Cheviré 44 100 Nantes. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV OUEST
- Rue de l'Île aux Moutons ZIP de Cheviré 44 100 Nantes
- Code AIOT : 0006310802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Déchetterie professionnelle et activité de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 / Risque incendie
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Natures des activités	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, articles 1.2.1 et 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des eaux du site	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 4.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 8.5.2	Demande d'action corrective	1 mois
7	Gestion du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, articles 8.7.6, 8.8 et 8.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion de déchets	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, articles 9.2 et 9.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 8.2.5	Sans objet
4	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 7.2	Sans objet
6	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

5 non-conformités ont été relevées lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Natures des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, articles 1.2.1 et 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Natures des activités
Prescription contrôlée : Activité de déchetterie Activité de tri, transit, regroupement Broyage de déchets non dangereux Préparation de combustibles solides de récupération
Constats : <u>Activité de déchetterie professionnelle :</u> Sur site, il n'est pas constaté d'entreposage de déchets d'amiante. L'exploitant déclare ne pas recevoir d'amiante pour le moment. Les déchets sont stockés par catégorie, soit dans des bennes, soit dans des alvéoles, soit dans des caisses palettes. <u>Activité de tri, transit de déchets :</u> Sur site, l'activité de tri / transit de biodéchets n'est pour le moment pas réalisée. Le bâtiment de réception de ces déchets n'est pas construit. En lieu et place de la future activité de préparation de combustibles solides de récupération, l'exploitant a mis en place une activité de tri / transit de

déchets. Ce stockage n'a pas été prévu initialement.

Les activités de broyage de déchets dont la préparation de combustibles solides de récupération ne sont pas encore démarrés sur le site et sont prévues pour 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour l'activité de déchetterie, l'exploitant s'attachera à bien identifier pour chaque alvéole, benne ou surface d'entreposage, la catégorie de déchets réceptionnés.

Pour l'activité de tri / transit de déchets et l'entreposage de déchets en lieu et place de la future activité de préparation de combustibles solides de récupération, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet, la nature de l'activité exercée, les volumes en jeu et la gestion des risques associés à l'entreposage de déchets combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 8.2.5

Thème(s) : Autre, Propreté du site

Prescription contrôlée :

Propreté du site

Constats :

Le site est maintenu propre. Les voies de circulation sont dégagées sans encombrement. Des cheminements piétons sont bien identifiés et sécurisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Gestion des eaux du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 4.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux du site

Prescription contrôlée :

Collecte des eaux de ruissellement

Système de traitement des eaux et entretien de ces systèmes

Analyse des eaux

Constats :

L'ensemble des surfaces d'activités est imperméabilisé. Le site est pourvu de 5 systèmes de traitement des eaux et, le jour de l'inspection, 2 des 5 systèmes de traitement ont été pompés et curés, les 3 restants étant à programmer.

L'exploitant a fait réaliser le dernier contrôle de ses eaux de rejet le 29 novembre 2023 par la société CARSO : les résultats sont conformes sur l'ensemble des paramètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera les dates de réalisation de l'entretien des 3 systèmes de traitement non entretenus cette année. Il s'agira également de transmettre les bons d'intervention de ces 3 systèmes de traitement pour l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N°4 : Contrôle des niveaux sonores****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 7.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores**Prescription contrôlée :**

Réalisation du contrôle des niveaux sonores

Conformité des résultats

Constats :

L'exploitant a fait réaliser le contrôle des niveaux sonores le 26 juillet 2022 par la société BUREAU VERITAS : Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 5 : Contrôle des installations électriques****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, article 8.5.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des installations électriques**Prescription contrôlée :**

Réalisation du contrôle des installations électriques

Réalisation des actions correctives

Constats :

L'exploitant a fait réaliser, par la société BUREAU VERITAS, le contrôle des installations par thermographie (Q19) le 11 mars 2024 et le contrôle des installations électriques (Q18) le 14 mars 2024 : 3 observations qualifiées de "nouvelles" ont été signalées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser les actions correctives et transmettre les bons d'intervention correspondants.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N°6 : Traçabilité des déchets****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Tenue du registre déchet (entrée et sortie) avec l'ensemble des informations réglementaires Procédure d'information préalable
Constats : L'exploitant dispose d'un registre des déchets unique (déchetterie et activité de tri, transit, regroupement). L'exploitant précise que les déchets issus de la déchetterie envoyés sur la plateforme de tri, transit, regroupement sont tracés conformément aux dispositions fixées par l'arrêté préfectoral. Concernant la procédure d'acceptation préalable des déchets, l'exploitant déclare élaborer, en amont de la réception de déchets, une fiche d'information préalable (FID) qui est renouvelée chaque année. La procédure a été vérifiée par sondage sur le registre (FID n°323916).
Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, articles 8.7.6, 8.8 et 8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie
Prescription contrôlée : Moyens incendies et vérification Confinement des eaux incendie (disponibilité du volume de confinement : 540 m ³) Capacité en eaux d'extinction
Constats : Les bâtiments du site sont munis de différents <u>moyens de protection incendie</u> : - Concernant le bâtiment de réception des déchets "banals industriels" (DIB) : <ul style="list-style-type: none"> - 2 caméras thermographiques ; - des trappes de désenfumages avec déclenchement par thermofusible et une ventilation naturelle ; - des RIA et des extincteurs - Concernant le bâtiment de valorisation : <ul style="list-style-type: none"> - 4 caméras thermographiques ; - des trappes de désenfumages avec déclenchement par thermofusible et une ventilation naturelle ; - des RIA et des extincteurs ; - la presse à balle est muni d'un détecteur de flamme. <p>Sur site, une réserve incendie de 120 m³ ainsi qu'une citerne de 60 m³ pour les moyens internes d'extinction sont présentes sur site. Le site dispose à proximité de 5 poteaux incendie (n°1090006, n°1090015; n°1090015, n°1090017 et n°1090028) dont les débits respectifs sont de 247 m³/h, 147 m³/h, 251 m³/h, 202 m³/h et 147 m³/h (PV transmis par l'exploitant).</p> <p>Le site dispose d'un <u>bassin de confinement</u> des eaux incendie avec une vanne de sectionnement associée. Le jour de l'inspection, le bassin est envahi par une végétation dense qui laisse craindre pour la capacité de confinement des eaux en cas d'incendie et son étanchéité. Les végétaux</p>

pourraient avoir transpercés le géotextile assurant le confinement.

Les vérifications des moyens de défense incendie :

- La détection incendie a été vérifiée par la société CHUBB le 31 octobre 2023.
- Les extincteurs (44) et les RIA (9) ont été vérifiés par la société DESAUTEL le 6 juillet 2023.

L'exploitant a identifié les scénarii d'accident possibles et a établi une procédure pour chaque scénario. Cette procédure liste notamment l'ensemble des actions à réaliser.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire nettoyer le bassin de confinement et vérifier que la capacité de confiner est toujours assurée. Il est demandé également que l'exploitant mette en place un système permettant de s'assurer de la bonne disponibilité des volumes de confinement à tout instant.

Concernant le désenfumage, l'exploitant doit apporter des éléments quant à l'état opérationnel des dispositifs associés à ses 2 bâtiments d'activité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Gestion de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2020, articles 9.2 et 9.3

Thème(s) : Autre, Gestion de déchets

Prescription contrôlée :

Gestion des DEEE

Gestion des déchets dangereux

Constats :

L'exploitant réceptionne des DEEE. L'exploitant a transmis le contrat établi avec un éco-organisme (Ecosytem).

Concernant la réception des déchets dangereux, l'exploitant dispose d'un local. Dans ce local, des éléments liés à la maintenance du site sont stockés. Les déchets liquides dangereux sont disposés sur rétention et le local bénéficie d'une aération naturelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le local des déchets dangereux doit être un local dédié donc l'exploitant doit évacuer tous les éléments qui ne sont pas des déchets dangereux. L'étiquetage de ces déchets doit être amélioré sur certains contenants il n'est pas visible.

Concernant la mise sur rétention, l'exploitant doit être vigilant sur la compatibilité des liquides associés à la même rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

